



Agnès Sandras (dir.)

Des bibliothèques populaires à la lecture publique

Presses de l'enssib

Histoire et actualités de la bibliothèque communale populaire de Montreuil

Fabrice Chambon et Jean-Rémi François

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.12523

Éditeur : Presses de l'enssib

Lieu d'édition : Villeurbanne

Année d'édition : 2014

Date de mise en ligne : 14 octobre 2020

Collection : Papiers

EAN électronique : 9782375460009



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

CHAMBON, Fabrice ; FRANÇOIS, Jean-Rémi. *Histoire et actualités de la bibliothèque communale populaire de Montreuil* In : *Des bibliothèques populaires à la lecture publique* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2014 (généré le 19 octobre 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/12523>>. ISBN : 9782375460009. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.12523>.

Le texte seul est utilisable sous licence . Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

par Fabrice Chambon et Jean-Rémi François

+++++

HISTOIRE ET ACTUALITÉS DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE POPULAIRE DE MONTREUIL

+++++

La bibliothèque de Montreuil est ouverte au public depuis 135 ans. Son *appellation d'origine contrôlée* « Bibliothèque communale populaire », qui ornait les pages de titre des acquisitions de la première décennie, témoigne d'une double parenté. D'un côté, elle naît directement d'un corpus réglementaire de 1874 qui encadre la fondation et le fonctionnement des bibliothèques populaires, offrant aux communes une aide du ministère de l'Instruction en contrepartie d'un contrôle serré des activités par les autorités. La bibliothèque communale populaire de Montreuil est le résultat de cette politique qui intervient dans un contexte d'affirmation républicaine. Fruit d'une initiative municipale, elle est « communale ». D'un autre côté, elle est aussi « populaire », car elle s'inscrit dans le mouvement des bibliothèques populaires *associatives* des années 1860, en bénéficiant directement de l'expérience de ces réseaux. Une bibliothèque des Amis de l'Instruction avait en effet vu le jour à Montreuil-sous-Bois auparavant. Deux dons d'ouvrages avec un tampon en attestent, sans qu'il ait été possible à ce jour de recueillir plus d'informations sur cette première bibliothèque montreuilloise. La bibliothèque communale témoigne d'une part, des débuts de l'engagement des autorités publiques dans le développement de la lecture, et d'autre part, de leur inscription dans une continuité d'expérience et d'esprit initiée avec les réseaux associatifs des bibliothèques populaires. Enfin, elle s'inscrit dans les luttes politiques et les constructions sociales de la III^e République.

HISTOIRE DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE POPULAIRE DE MONTREUIL-SOUS-BOIS : UN CONTEXTE LOCAL FAVORABLE

+++++

Depuis la création en 1875 de la bibliothèque à son réaménagement inauguré à la veille de la Seconde Guerre mondiale, les collections et

Tiré de *Des bibliothèques populaires à la lecture publique* – Presses de l'enssib, 2014, < <http://www.enssib.fr/presses/> >

les pratiques conservent une certaine unité, reposant notamment sur un fort bénévolat, bien différente du mouvement de professionnalisation et de modernisation qui suivra l'Après-guerre. Cette période correspond également à la III^e République. L'histoire de cette bibliothèque témoigne pleinement des liens entre lecture publique et contexte local ou national dans les futures banlieues rouges d'Île-de-France.

Au niveau local, la décision municipale entérinant la création d'une bibliothèque n'est pas surprenante. Bien que Théophile Sueur, le maire, soit un notable conservateur élu en 1871 et nommé par le préfet en 1874, il doit composer avec une partie des conseillers municipaux élus en 1874, qui forment une opposition républicaine marquée à gauche, solide et combative. Parmi eux figurent de nombreux radicaux et futures maires de la ville, notamment Arsène Chéreau et Mathurin Lahaye. Nous retrouvons le nom et la signature de ce dernier sur un ouvrage qu'il donne à la Bibliothèque des Amis de l'Instruction de Montreuil-sous-Bois, « Don du citoyen Lahaye, 1^{er} adjoint ». Cet homme politique était sensible à la lecture populaire, et il existait à Montreuil, que ce soit parmi le groupe politique des radicaux ou plus largement dans la population de la ville, des personnes éclairées qui militaient en faveur d'une lecture populaire. La présence d'une bibliothèque des Amis de l'Instruction atteste ce terreau favorable. Sans que cela puisse être confirmé, faute de sources, il y a de fortes chances pour que les militants de la Bibliothèque des Amis de l'Instruction de Montreuil soient aussi ceux qui ont agi en faveur de la création d'une bibliothèque communale populaire.

Il est en effet avéré qu'à la suite du Second Empire, de l'Ordre moral et de la surveillance policière, la République voit se diviser les ténors des sociétés philanthropiques à l'origine des initiatives de bibliothèques populaires. Ils peuvent proclamer au grand jour leur sentiment républicain ou leur philosophie du progrès social mais vont être partagés sur la marche à suivre : tandis que la plupart voient dans la conjoncture politique favorable une garantie d'expansion et de triomphalisme, d'autres seraient enclins à remettre l'éducation du peuple à la lecture dans les mains de l'État et des municipalités¹. Cette hypothèse paraît plausible pour Montreuil-sous-Bois.

1. Laure Léveillé, dans un excellent mémoire *De la lecture populaire à la lecture publique ? Éléments du débat politique et du discours officiel sur les bibliothèques, 1878-1898*, Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine, sous la direction de Philippe Levillain : Nanterre, université Paris X, 1988, montre comment les élus – particulièrement les élus républicains – de la municipalité parisienne concurrençant, en subventionnant des bibliothèques municipales, le réseau des bibliothèques associatives populaires dont ils avaient été eux-mêmes les fondateurs.

À l'image de nombreuses autres bibliothèques populaires, libres ou communales, celle de Montreuil est née de l'initiative de militants de l'éducation ouvrière urbaine : enseignants ou hommes de lettres philanthropes, militants ouvriers ou artisans marqués par les divers courants socialistes, et hommes politiques des partis progressistes. En ce sens, la délibération du 7 mai 1875 témoigne bien d'un changement des rapports de force politiques à Montreuil, qui glisse petit à petit de la droite conservatrice vers une domination du parti radical et une montée des socialistes. En effet, la ville amorce sa révolution industrielle, qui va durablement transformer la vie politique et sociale locale. D'une commune d'environ 12 000 habitants en 1870, dont l'activité principale était la vente de fruits, Montreuil-sous-Bois devient une ville de banlieue grosse d'environ 70 000 habitants en 1930, et dans laquelle l'activité industrielle domine. La population de la ville se verra multipliée par presque 6 en 60 ans, via l'arrivée d'une main-d'œuvre favorable aux forces politiques de gauche. En 1870, la ville compte déjà une quarantaine d'usines à caractère familial ou artisanal, qui nécessitent des ouvriers qualifiés, souvent sensibles au radicalisme politique, Ceux-ci forment en quelque sorte l'élite qui va user du suffrage universel pour faire entendre ses revendications.

ÉMANCIPATION ET CONTRÔLE SOCIAL

Le 7 mai 1875, une délibération du conseil municipal prévoit l'établissement d'une bibliothèque communale et populaire pour « travailler à la moralisation publique par la diffusion des Lumières ». Cette expression marque un compromis entre la diffusion des Lumières et des perspectives plus conservatrices limitant l'enjeu de la bibliothèque communale populaire à la moralisation publique. Ce compromis pourrait être le fruit de l'équilibre des rapports de force locaux entre un maire conservateur (sans doute partisan de l'Ordre moral du Président Mac Mahon) et son opposition radicale, ou traduire l'ambivalence de certains militants progressistes à l'initiative des bibliothèques populaire à cette époque. On touche ici les limites de la démarche à l'œuvre dans le développement de nombreuses bibliothèques populaires : préoccupations sociales et volonté de contrôle social sont présentes dans l'esprit des notables éclairés qui coordonnent leurs activités. Il faut certes faire progresser le niveau d'éducation du peuple, mais éviter également l'explosion sociale.

Cette décision municipale s'inscrit dans le cadre réglementaire très strict concernant les bibliothèques populaires, publié en 1874 par le ministre de l'Instruction, Jules Simon. Ce dernier, ancien administrateur de la Société Franklin, signe en 1873 une circulaire qui demande aux préfets d'ouvrir une enquête sur les bibliothèques populaires des départements. Il prend l'année suivante une série de mesures qui réglementent pour la première fois la lecture populaire de manière très cadrée. Toutefois, depuis l'ordonnance du 22 février 1839, les bibliothèques communales sont déjà tenues d'accepter le contrôle de l'administration et de lui faire parvenir régulièrement leur catalogue ; en contrepartie, elles peuvent bénéficier de dons de livres provenant du dépôt légal ou de souscriptions à l'initiative du ministère.

UNE ATTENTE INEXPLIQUÉE AVANT L'OUVERTURE
DE LA BIBLIOTHÈQUE...

+++++

Les élections municipales et législatives de 1876 confirment la poussée radicale et portent au pouvoir Arsène Chéreau comme maire ou encore Alfred Talandier comme député². Montreuil-sous-Bois devient une ville radicale, marquée à gauche pour un bon moment. L'action municipale se fait sous les auspices des valeurs rationalistes et scientifiques, des idées de progrès social et politique, de la laïcité et de l'égalité, dans le souvenir de la Révolution française et de la Commune de 1871. Malgré l'arrivée des radicaux au pouvoir, il faut attendre 1879 pour voir l'ouverture de la bibliothèque, soit 4 ans entre la décision et son application. Plusieurs hypothèses peuvent être émises pour expliquer cette attente, sans qu'aucune source ne permette de trancher entre elles.

La première peut être le délai de constitution des collections d'ouvrages dignes d'être proposés au public qui fait largement appel au bénévolat, et la lenteur liée au coût des ouvrages et aux sommes qu'il est nécessaire d'inscrire au budget municipal alors que les priorités en termes d'hygiène et de salubrité publique, de logement ou de construction d'écoles sont concomitantes. Une deuxième hypothèse nécessite de se remémorer le carcan réglementaire et le contexte de l'Ordre moral dans lesquels est prise la décision d'ouvrir la bibliothèque communale populaire de

2. Dont les thèmes de campagne furent la lutte contre la misère, l'autonomie de la commune, la suppression du budget du culte ou encore l'amnistie des communards.

Montreuil. Cette première réglementation de 1874, marquée par un autoritarisme étroit, ne pouvait qu'être mal reçue par les responsables locaux dont beaucoup prônaient l'idéologie laïque et républicaine. Les hommes politiques qui ont appelé à cette création, et se sont retrouvés au pouvoir à partir de 1876, ont peut-être préféré patienter pour ouvrir la bibliothèque, plutôt que d'avoir à subir les freins et les pressions du pouvoir gouvernemental. Tout au long du régime de l'Ordre moral, jusqu'à la « République des Jules » de 1879, plusieurs vagues de pressions contre les bibliothèques populaires libres n'ont en effet pas constitué un signal particulièrement encourageant pour les militants républicains de Montreuil. Une dernière hypothèse est la possible volonté du préfet d'allonger le délai avant de répondre et d'autoriser l'ouverture d'une bibliothèque portée par des élus locaux très marqués à gauche.

**OUVERTURE EN 1879 : APRÈS LA JOURNÉE DE TRAVAIL
ET PENDANT LA MESSE !**

+++++

Le maire radical Arsène Chéreau publie les statuts de la Bibliothèque le 30 août 1879. Il semble qu'Arsène Chéreau et les radicaux comme Mathurin Lahaye ou encore le conseiller général Lefevre sont les principaux promoteurs de la bibliothèque communale populaire. Nous retrouvons leur nom dans le comité fondateur, le comité d'administration ou parmi les donateurs d'ouvrages. Le comité d'administration désignait un secrétaire, un trésorier et un bibliothécaire. À Montreuil, c'est le Maire qui nomme le bibliothécaire. Le premier bibliothécaire est un dénommé A. Ravey, conseiller municipal et aussi secrétaire du comité fondateur.

Voici quelques articles provenant des statuts :

Article 1 : « Le maire de la commune de Montreuil-sous-Bois a l'honneur d'informer les habitants que la bibliothèque communale populaire sera ouverte au public dans un local de la mairie à partir du 11 septembre prochain. Le prêt des livres aura lieu le dimanche de 9 heures à 12 heures et le jeudi de 8 heures à 10 heures du soir. »

Article 2 : « Cette bibliothèque est établie au moyen d'un crédit voté par le conseil municipal, d'ouvrages offerts par M. Le Ministre de l'Instruction publique, et principalement de dons volontaires soit en argent, soit en livres. »

Article 4 : « Un comité nommé “Comité d’administration” est institué pour administrer la bibliothèque. Il se compose de 6 membres élus par le conseil municipal. Il sera renouvelé tous les ans. Les membres sortants seront rééligibles. Il sera présidé de droit par le Maire, ou en son absence par l’un de ses adjoints. »

Article 6 : « Le comité d’administration est chargé du choix des livres à acquérir pour la bibliothèque, ainsi que de l’examen des livres offerts. »

La bibliothèque ouvre ses portes dans une annexe à gauche du bâtiment principal de la mairie, composée d’un rez-de-chaussée mansardé. Elle accueille les usagers 6 heures par semaine. Cela témoigne d’un fonctionnement reposant sur le bénévolat. Elle ouvre le dimanche aux horaires de la messe et un soir en semaine à l’issue de la journée de travail, afin de s’assurer à la fois de la possibilité pour les ouvriers d’accéder aux services de la bibliothèque et leur éviter la tentation obscurantiste du dimanche matin. Les lecteurs ne peuvent emporter qu’un volume à la fois et la durée ne peut excéder 15 jours. Le prêt est gratuit et concerne « toute personne ayant son domicile à Montreuil, ou devant se recommander d’un des membres du comité d’administration si le bibliothécaire le juge nécessaire »³.

UN FONCTIONNEMENT SOUS CONTRÔLE

+++++

La bibliothèque communale de Montreuil semble s’être inspirée dans son fonctionnement des ouvrages et manuels publiés par les Sociétés des réseaux des bibliothèques populaires (Société Franklin notamment), tant en termes d’horaires d’ouverture que de mode de classement des ouvrages, malgré les instructions ministérielles du 30 décembre 1876 imposant des règles de classement différentes. Le préfet et le ministère gardent toutefois la main via un contrôle strict des bibliothèques : le catalogue des livres de la bibliothèque est soumis chaque année à l’examen des services préfectoraux. Les bibliothèques devaient rendre régulièrement des comptes d’activité comme l’atteste une note des services préfectoraux au bibliothécaire de Montreuil, datée du 21 mai 1889, dans laquelle lui est faite l’injonction « de faire parvenir d’urgence les statistiques du mois

3. Statuts de la bibliothèque communale populaire, 1879.

d'avril » et rappelant : « avis lui est donné que les bulletins statistiques doivent être envoyés dès la clôture des opérations de prêt, le 5 de chaque mois au plus tard »⁴.

DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE, DES SOCIALISTES UTOPIQUES ET QUELQUES ROMANS POUR COMMENCER

+++++

De nombreux ouvrages de la collection (surtout parmi les premiers) présentent une dédicace de don, mais nous n'avons pas retrouvé de registre. Certains dons importants en nombre de notables locaux ont été mis à part et estampillés au nom du mécène : en plus des dons, la municipalité offre des crédits non négligeables. Une délibération du conseil municipal du 17 janvier 1879 témoigne de l'engagement de la municipalité pour l'acquisition d'ouvrages. Le budget de 1879 comporte une ligne de « 3 000 francs affectés aux dépenses nécessaires pour l'établissement d'une bibliothèque communale populaire ». La délibération ajoute « qu'il y a urgence de faire une acquisition de livres afin de profiter des crédits ouverts et qu'à cet effet il dépose sur le bureau une soumission en double par laquelle MM. Marpon et Flammarion, éditeurs, s'engagent à fournir les livres inscrits à leur catalogue avec une remise de 20 % à l'exception de certains ouvrages qui seront fournis à des prix nets »⁵.

Les acquisitions se poursuivent avec une délibération du 11 novembre 1879 qui met à disposition des résidus de budget qu'il faut dépenser. Viennent ensuite les ouvrages offerts par le ministère de l'Instruction (et bien différents en général des commandes et des dons...)⁶. Il s'agissait surtout de livres de prix, de bonne moralité ou destinés à stimuler le sentiment national. 15 % des collections sont des ouvrages de fiction

4. Note de la Préfecture de la Seine, 21 mai 1889, Archives municipales de Montreuil, entrée n°2 604 du 22 mai 1889.

5. Conseil municipal, *Délibération du 17 janvier 1879*, Registre des délibérations entre 1871 et 1881, Archives municipales de Montreuil.

6. Le don du *Manuel d'instruction nationale*, d'Emmanuel Vauchez, effectuée via la préfecture de la Seine en 1886, illustre le type de document reçu par le biais de la puissance publique, livres de prix, de morale ou visant à stimuler le sentiment national, quand des dons de personnalités locales comme ceux du citoyen Lahaye, 1er adjoint en 1879 (La Nouvelle Héloïse et d'autres classiques) ou encore de Désiré Préaux, notable issu d'une famille d'horticulteurs locaux (qui fit don de plus de 250 ouvrages à la bibliothèque, dont de nombreux sur des questions économiques et sociales comme par exemple, Heures de repos d'un ouvrier, par Théodore Lebreton, paru en 1840 chez Le Grand éditeur, ou Du système social, par Almire Lepelletier de la Sarthe, paru en 1855 chez l'éditeur De Guillaumin) témoignent au contraire d'une volonté de contribuer à l'éducation des citoyens.

au catalogue de 1892 et cette proportion augmentera progressivement, comme cela sera le cas des prêts de ces documents.

On trouve également, comme dans de nombreux fonds de bibliothèques populaires, des ouvrages techniques. Il s'agit notamment à Montreuil de livres et de revues d'horticulture⁷, car la ville accueillait encore une forte activité de maraîchage. La volonté d'augmenter le niveau de qualification des ouvriers témoigne implicitement d'un double objectif de formation du citoyen et d'acquisition de qualifications pour les ouvriers.

Depuis son ouverture, en 1879, la bibliothèque communale populaire voit ses collections progressivement enrichies de 3 500 documents en 1892 (la bibliothèque de Toulouse dispose par comparaison de 2 500 ouvrages en 1885), ce qui semble indiquer que les collections de la bibliothèque de Montreuil sont fort respectables pour une ville de cette taille à l'époque, on passe à 7 000 en 1910 et 12 600 en 1935. Dix ans plus tard, le même maire, de retour après un échec rencontré face à son ex-premier adjoint Mathurin Lahaye, finance la publication d'un premier catalogue en 1892, et décide en 1896, du réaménagement et de l'agrandissement de la bibliothèque.

DANS LES ÉCOLES, DES SOIRÉES OUVRIÈRES...

À la différence d'autres bibliothèques populaires, il ne semble pas que la bibliothèque communale populaire de Montreuil ait accueilli de soirées de lecture. Toutefois, il est intéressant de noter que Montreuil-sous-Bois fut un terrain de prédilection pour ce genre d'aventures étant donné l'importance croissante de la population ouvrière. On peut citer notamment l'action militante d'un ébéniste qui crée en 1895 un comité visant à mettre en place des soirées ouvrières, afin que des personnalités du monde des arts, des sciences et de la culture viennent s'adresser aux ouvriers de la ville. Ces conférences, qui se tiennent le soir dans les écoles, ont comme intervenant régulier Anatole France, qui inaugure l'Université populaire issue de ces soirées ouvrières en janvier 1900⁸. Avec son acolyte Georges Deherme (anarchiste renommé), il remporte un succès immédiat et les

7. On retiendra par exemple la présence du *Dictionnaire de pomologie*, en six volumes, publié par André Leroy, pépiniériste, en 1867, ou encore des numéros de la *Revue horticole*, publiée par les Éditions de la Maison rustique, de 1861 à 1892.

8. Christophe Granger, *Les soirées ouvrières de Montreuil, 1896 - 1899 ; aux origines des universités populaires*. [En ligne] < <http://www.educationpopulaire93.fr/spip.php?article801> >.

soirées ouvrières de Montreuil se transforment en universités populaires du faubourg Saint-Antoine en 1900 et 1901. La démarche est fondamentalement politique, visant à enseigner au peuple les pièges du cléricanisme et du nationalisme.

LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE POPULAIRE AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

+++++

Après avoir dominé la vie politique de Montreuil pendant près de 30 ans, Arsène Chéreau, le maire fondateur de la bibliothèque, quitte le pouvoir. Au cours des deux décennies suivantes, la droite conservatrice gouverne, les socialistes reprennent les rênes de 1919 à 1929, année où une liste de droite est élue avant la conquête communiste de 1935.

« Pour être admis à recevoir des livres en prêt, il faut être âgé de 16 ans au moins, habiter Montreuil, et si le bibliothécaire le juge utile, se recommander d'un des membres du comité »⁹. Est introduite dans le règlement une limite d'âge qui n'existait pas au départ. Comme il existait à Montreuil des bibliothèques scolaires (armoires à livres), le comité d'administration n'avait pas envisagé de mission récréative en direction des enfants. En 1934, l'équipe municipale de droite entreprend un projet d'envergure de construction de l'actuel hôtel de ville. L'arrivée au pouvoir de la municipalité communiste au printemps de 1935 apporte des modifications au projet de base et marque sa volonté en matière d'éducation populaire. La bibliothèque, désormais appelée *Bibliothèque municipale*, est alors placée au rez-de-chaussée du nouveau bâtiment, dans l'espace initialement prévu pour la « Salle des commissions et le Fumoir des conseillers » (aile droite de la mairie), et dotée d'un nouveau mobilier. L'effort de la municipalité est assez notable, puisqu'à l'inauguration de la nouvelle salle de la bibliothèque, celle-ci est présentée comme « la plus belle et la plus spacieuse du département »¹⁰.

Un registre statistique et le *Bulletin municipal* (puis *Montreuil Dépêche*) nous permettent de prendre connaissance de l'activité de la bibliothèque à cette époque et d'entrevoir son évolution. En 1935, l'établissement compte environ 1 000 inscrits et 12 600 volumes en rayon. Les jeunes viennent après 16 heures et le soir de 20 à 22 heures. Les romans et les voyages sont

9. *État des communes du département de la Seine*, 1906, notice historique et renseignements administratifs.

10. *Bulletin municipal de Montreuil*, décembre 1935.

le plus demandés. Les horaires ont augmenté (16 heures hebdomadaires contre 6 heures au départ). L'âge pour emprunter a également baissé, passant de 16 ans minimum en 1906 à 12 ans en 1935. Une *Université ouvrière* est installée au-dessus de la nouvelle salle de la nouvelle bibliothèque, inaugurée le 24 octobre 1937. La même année naît le Musée de l'histoire vivante (musée d'histoire sociale) : le communisme municipal montre son volontarisme en matière de culture et d'éducation populaire. Bibliothèque, université ouvrière et musée de l'histoire vivante sont les trois maillons établis de la politique culturelle d'éducation populaire de la municipalité communiste qui ont perduré avec des aléas et des transformations jusqu'à aujourd'hui.

À partir des années 1950, la quasi-totalité de la bibliothèque communale populaire est mise en réserve. Ces ouvrages dorment encore paisiblement aujourd'hui dans les magasins, la collection a globalement conservé son unité, malgré quelques pertes au cours des années.

Au-delà de la période glorieuse de la seconde moitié du XIX^e siècle il faut souligner à quel point, à chaque étape du développement de la lecture publique, les militants de l'éducation populaire ont contribué à faire évoluer les pratiques professionnelles. Dans l'actuel contexte d'évolution du modèle de bibliothèque, un retour sur les liens entre éducation populaire et développement de la lecture publique semble particulièrement pertinent pour interroger la capacité des bibliothèques à intervenir dans la réduction des inégalités au savoir, alors que celles-ci augmentent et que la fréquentation des bibliothèques s'est stabilisée. Le réseau des bibliothèques de Montreuil tente de ce point de vue d'inscrire modestement dans son orientation cet héritage de la bibliothèque communale populaire et, au-delà, ses objectifs d'émancipation des citoyens au travers de l'accès à la culture et à la connaissance.